

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BPCE FACTOR

Société Anonyme au capital de 19 915 600 Euros
Siège social : 7, promenade Germaine Sablon 75013 Paris
379 160 070 R.C.S. Paris

A. — Comptes individuels annuels.

I. — Bilan au 31/12/2025.
(En milliers d'Euros)

Notes	Actif	31/12/2024	31/12/2025
	Caisse, banques centrales, C.C.P.		
	Créances sur les établissements de crédit :		
	A vue	1 025 348	741 164
	A terme	26 687	25 882
	Créances sur la clientèle :		
	Autres concours à la clientèle		
	Comptes ordinaires débiteurs	265 878	196 652
1	Affacturation	7 971 010	7 580 484
2	Parts dans les entreprises liées	22 120	22 117
2	Immobilisations incorporelles	14 774	13 477
2	Immobilisations corporelles	3	2
3	Autres actifs	4 634	5 056
4	Comptes de régularisation	3 803	4 313
	TOTAL ACTIF	9 334 257	8 589 147

Notes	Passif	31/12/2024	31/12/2025
	Dettes envers les établissements de crédit :		
	A vue	494 322	401 006
	A terme	4 974 031	4 368 802
	Comptes créditeurs de la clientèle :		
	A vue	2 085 004	2 201 556
	A terme	1 209 656	1 124 360
5	Dettes représentées par un titre	187 672	136 907
6	Autres passifs	20 514	16 879
7	Comptes de régularisation	51 697	45 066
8	Provisions pour risques et charges	14 594	13 770
	Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	15 245	15 245
	Dettes subordonnées		
9	Capitaux propres	281 522	265 556
	Capital souscrit	19 916	19 916
	Primes d'émission	116 585	116 585
	Réserves	66 992	66 992
	Report à nouveau	23	11
	Résultat de la période	78 007	62 053
	TOTAL PASSIF	9 334 257	8 589 147

Hors-bilan au 31/12/2025 (note 10) (En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2025
Engagements de financement		
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	78 643	
Engagements de Financement donnés en faveur de la Clientèle	510 242	3 416 863
Engagements de garantie		
Engagements de garantie donnés		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	110 000	110 000
Engagements de garantie reçus de la clientèle	2 740 870	2 467 617
Autres Engagements		
Autres Engagements donnés		

II. — Résultat au 31/12/2025.

Notes	(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2025
	Produits et charges d'exploitation bancaire		
	Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	161	4 667
	Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	-153 533	-92 342
	Revenus des titres à revenu variable	5 359	4 689
11	Commissions (produits)	382 347	285 230
12	Commissions (charges)	-8 898	-9 034
	Gains sur opérations financières	1	5
	Pertes sur opérations financières		
13	Autres produits d'exploitation bancaire	116	98
14	Autres charges d'exploitation bancaire	-12 594	-12 608
	Produit net bancaire	212 959	180 706
	Autres produits d'exploitation non bancaire	3 784	240
	Charges générales d'exploitation :	-100 726	-94 531
15	Frais de personnel	-52 445	-52 787
	Autres frais administratifs	-48 281	-41 745
2	Dot. Amort. et dép. immob. incorp. & corp.	-5 911	-3 486
	Résultat brut d'exploitation	110 105	82 929
16	Coût du risque	-6 294	-1 893
	Résultat d'exploitation	103 811	81 036
	Gains sur actifs immobilisés		
	Pertes sur actifs immobilisés		
	Résultat courant avant impôt	103 811	81 036
	Résultat exceptionnel		
17	Impôt sur les bénéfices	-25 804	-18 983
	Excédent des dotations / reprises au FRBG		
	Résultat net de l'exercice	78 007	62 053

III. — Annexes aux comptes.

1. Cadre juridique et financier.

Les comptes individuels annuels de BPCE Factor sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les comptes arrêtés au 31 décembre 2025 ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables en vigueur à la clôture de l'exercice social, dans le respect du principe de prudence et de l'indépendance des exercices, et en présupposant de la continuité de l'exploitation.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite « des coûts historiques ».

2. Faits marquants.

Contexte économique

L'année 2025 a été marquée par un contexte géopolitique toujours sensible, par un niveau d'inflation en baisse à 0,9 % en 2025 et par une stabilisation des taux directeurs de la BCE après quatre baisses consécutives au cours du 1^{er} semestre. A fin 2025, le taux de dépôt de la BCE est de 2%.

Dans ce contexte, l'année a été marquée par une activité des sociétés d'affacturage en croissance modérée de 1,9 % avec 439,4 milliards¹ de créances prises en charge sur le marché français sur 2025. BPCE Factor affiche une part de marché de 13% en 2025.

Evénements comptables

Il n'y a pas d'évènement significatif sur l'exercice 2025.

3. Changements de méthodes comptables.

Le règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire a supprimé la notion de transfert de charges. Cette suppression n'a pas d'impact sur les comptes individuels de l'établissement.

Les autres textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2025 n'ont également pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

4. Méthode d'évaluation et principes comptables.

4.1. Créances et dettes

Les créances et dettes sont retenues pour leur valeur nominale.

Les créances et dettes libellées en monnaies étrangères sont évaluées sur la base du dernier cours de change connu au 31 décembre 2025.

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées, pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Créances sur la clientèle

Elles regroupent les comptes ordinaires débiteurs de la clientèle.

Créances acquises dans le cadre des contrats d'affacturage

Elles sont inscrites à l'actif du bilan, dans la rubrique « Affacturage », pour leur montant d'acquisition. La notion de créances affecturées recouvre aussi bien des créances dont la bonne fin est garantie par BPCE Factor, que des créances dont le risque est à la charge du client.

Les créances libellées en monnaies étrangères sont comptabilisées dans la devise de facturation. Leur paiement peut s'effectuer soit dans la même devise, soit en devise convertie sur la base du cours de change du jour. Lors de la réception des règlements acheteurs, les devises encaissées sont cédées sur la base d'un cours de change qui peut être différent de celui pratiqué au moment du paiement des créances au client. L'écart de change est supporté par le client.

Comptes créditeurs d'affacturage

Ils regroupent principalement :

- Les comptes disponibles de clients dont ces derniers peuvent disposer immédiatement ;
- Les comptes indisponibles de clients dont ces derniers ne peuvent disposer. Ces comptes sont crédités du montant des créances acquises dans le cadre de la subrogation conventionnelle.

Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les frais d'émission sont pris en charge dans la totalité de l'exercice ou étalés sur la durée de vie des emprunts correspondants. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de la vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charges à répartir.

Ce poste enregistre :

- L'encours non échu de billets à ordre émis dans le cadre du paiement anticipé des créances subrogées et dont le terme correspond à l'échéance moyenne des créances financées ;
- Les certificats de dépôts émis par BPCE Factor.

¹ Données cumulées au 30/09/2025

Créances douteuses

Conformément au règlement 2002-03 du C.R.C., BPCE Factor considère comme douteuses, les créances pour lesquelles il existe un risque de crédit avéré, nonobstant l'existence de garanties, rendant probable leur non-perception.

Depuis octobre 2020, BPCE Factor, à l'instar du Groupe BPCE, applique la définition du défaut au titre de l'article 178 du règlement européen n°575/2013, applicable à compter du 1^{er} janvier 2021, et les dispositions du règlement européen 2018/1845 de la Banque Centrale Européenne relatives au seuil d'évaluation de l'importance des arriérés sur des obligations de crédit, applicables au plus tard au 31 décembre 2020.

Les créances sont enregistrées en créances douteuses lorsqu'un événement de défaut, tel que défini dans le cadre normatif ci-dessus, a été identifié.

Dans le cadre de l'activité d'affacturage, le risque de crédit s'apprécie, selon la nature du contrat, soit sur le cédant de la créance commerciale (client), soit sur le débiteur de la créance commerciale (acheteur).

4.2. Dépréciation d'actifs***Dépréciation des créances d'affacturage***

Les créances douteuses font l'objet d'une dépréciation destinée à couvrir un risque probable ou certain de non-recouvrement total ou partiel.

Les dépréciations sont inscrites à l'actif du bilan en déduction des créances d'affacturage et en compte de résultat en coût du risque.

Les créances douteuses pour lesquelles BPCE Factor ne dispose pas de moyen de recours sur le cédant sont passées systématiquement par perte un an après leur entrée en contentieux. Lors du passage en perte, la provision pour dépréciation est reprise. Le montant de la perte et le montant de la reprise de provision sont enregistrés en résultat en coût du risque.

Les récupérations enregistrées après le passage par pertes sont enregistrées dans le compte de résultat en coût du risque.

Provisions pour risques et charges

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. À moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du CRC n° 2000-06.

Provision pour travaux restant à effectuer

Cette provision couvre l'ensemble des coûts de gestion engagés postérieurement à la clôture de l'exercice, pour opérer le recouvrement des créances d'affacturage inscrites au bilan de fin d'exercice.

Provision pour intérêts à régulariser

Cette provision couvre l'incidence des « intérêts créditeurs » constatés en fin d'exercice, provenant du décalage observé entre l'échéance moyenne du précompte d'intérêt et la date de recouvrement effectif des créances financées.

Ces intérêts viennent en diminution des commissions de financement décomptées sur la période suivante.

Provisions pour engagements sociaux

En application de la recommandation n°2013-02 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), qui se substitue à la recommandation n°2003-R-01 du Conseil National de Comptabilité (CNC), les provisions comptabilisées au bilan correspondent :

- À la valeur actuarielle des engagements de retraites et prestations assimilées relatifs au personnel en activité et retraité ;
- Minorée de la valeur de marché des actifs venant en couverture des engagements ;
- Minorée ou majorée des écarts actuariels résultant :
 - o Des écarts d'expérience liés aux variables démographiques,
 - o Des évolutions des hypothèses actuarielles : taux d'actualisation, taux de sortie, taux de progression des salaires,
 - o Des différences constatées entre le rendement réel et le rendement attendu des plans d'actifs de couverture.

Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs des différences liées aux hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation, etc.) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et les calculs réels (rendement des actifs de couverture, etc.) sont amortis selon la règle dite du corridor, c'est-à-dire pour la partie qui excède une variation de plus ou moins 10% des engagements ou des actifs.

Les effets résultat relatifs à la variation des engagements et comptabilisés au cours de l'exercice correspondent :

- Aux droits supplémentaires acquis par les salariés (charges) ;
- Aux droits liquidés sur la période (produits) ;
- Au coût financier des engagements existants en début d'exercice (charges) ;
- Au rendement attendu des placements venant en couverture des engagements.

En application du règlement en vigueur, les charges relatives aux engagements sociaux sont intégralement enregistrées en frais de personnel et représentent :

Les engagements de retraite — Le régime de retraite CAR du groupe Banque Populaire, désormais BPCE, a été fermé au 31 décembre 1993, en application de l'accord professionnel du 13 septembre 1993, applicable aux Banques Populaires par l'accord du 7 janvier 1994.

L'engagement de retraite du groupe envers les actifs et retraités est constitué de compléments spécifiques et d'un complément bancaire résiduel calculé par différence entre les droits bancaires arrêtés au 31 décembre 1993 et les éléments de pensions à la charge de la sécurité sociale, de l'ARRCO et de l'AGIRC, et les compléments spécifiques au groupe Banque Populaire.

L'engagement de retraite est comptabilisé au passif du bilan, net des actifs en couverture.

Les médailles du travail — L'engagement relatif aux médailles du travail est comptabilisé au passif du bilan.

Les indemnités de fin de carrière — Les indemnités de fin de carrière sont partiellement prises en charge dans le cadre d'un contrat collectif d'assurance signé avec Assurances Banque Populaire Vie (Prospérité) et d'un contrat d'assurance auprès d'un Assureur Externe. L'engagement résiduel restant à la charge de BPCE Factor est comptabilisé au passif du bilan.

Les principales hypothèses actuarielles retenues au 31 décembre 2025 sont les suivantes :

- Pour le complément de pension bancaire CAR, le taux d'actualisation retenu s'élève à 3,39% ;
- Pour les indemnités de fin de carrière, le taux d'actualisation retenu est de 3,52% et le taux de rendement attendu est de 3,52%
- Pour les médailles du travail, le taux d'actualisation est de 3,09%.

4.3. Actif immobilisé et amortissements

Les immobilisations financières (part dans les entreprises liées.)

Les parts dans les entreprises liées sont constituées d'actions et autres titres à revenus variables détenus dans les entreprises liées pour lesquelles BPCE Factor dispose d'un contrôle exclusif ou d'une influence notable. Ces titres sont susceptibles d'être inclus par intégration globale dans le périmètre de consolidation de BPCE.

Ces parts sont enregistrées à la date d'acquisition au coût d'acquisition. Le coût d'acquisition inclut le prix d'achat des titres, ainsi que les coûts externes directement liés à l'opération d'achat, c'est-à-dire les dépenses qui n'auraient pas été engagées en l'absence de cette opération.

Ces titres sont évalués individuellement au plus bas de leur valeur d'utilité à la date d'arrêté ou de leur coût d'acquisition. Les moins-values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les immobilisations corporelles

Elles figurent au bilan à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Les frais d'entretien et de réparation sont passés en charge de l'exercice, sauf ceux exposés à une augmentation de productivité ou à la prolongation de la durée d'utilisation du bien.

L'amortissement pour dépréciation a, pour l'essentiel, été déterminé selon le mode linéaire, sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations, et en accord avec la législation fiscale en vigueur.

Les durées d'utilisation retenues sont principalement les suivantes :

- Installations et agencements : 5 à 20 ans
- Mobilier et matériel de bureau : 5 à 10 ans
- Matériel informatique : 3 à 5 ans

Les immobilisations incorporelles

Les investissements et développements informatiques sont comptabilisés de la manière suivante :

Les progiciels de marché sont immobilisés pour leur coût d'acquisition :

- Ils sont amortis sur 12 mois pour ceux acquis avant le 1^{er} janvier 2002 quelle que soit la valeur d'acquisition ;
- Les logiciels acquis depuis le 1^{er} janvier 2002 d'une valeur supérieure à 15.000 euros sont amortis sur une durée maximum de 5 ans, les logiciels d'une valeur inférieure à 15.000 euros sont amortis sur 12 mois conformément à l'amortissement exceptionnel autorisé par le Code Général des Impôts.

Les frais de développement informatique relatifs aux applications appartenant à BPCE Factor sont :

- Soit comptabilisés en charges,
- Soit comptabilisés en immobilisations incorporelles, tant pour la partie des charges externes que pour les coûts internes de production, s'ils remplissent les critères spécifiques des immobilisations.

Pour immobiliser les coûts de développement informatique, les critères retenus sont les suivants :

- La charge de développement est supérieure à 500 jours ;
- Les développements réalisés présentent un caractère identifiable au bilan de BPCE Factor ;
- BPCE Factor détient le contrôle de l'application développée ;
- L'application immobilisée présente des avantages économiques qui bénéficient à BPCE Factor ;

- Les coûts de l'actif sont évalués de façon fiable.

Les immobilisations en cours

- **Immobilisations financières en cours :**

Les dépenses entrant dans le coût d'acquisition d'une future immobilisation financière sont comptabilisées directement en immobilisations en cours. À la date effective de l'acquisition des titres, les montants enregistrés en immobilisations en cours sont transférés en immobilisations financières.

- **Immobilisations incorporelles :**

Durant la phase de développement, les coûts de développement informatique engagés dans le cadre des projets immobilisés sont comptabilisés en charges de l'exercice selon leur nature.

Depuis 2025, suite à la suppression de la technique de transfert de charges par le règlement ANC 2023-03 modifiant le règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, les charges précédemment transférées sont présentées directement en déduction des charges d'origine lors de leur immobilisation.

4.4. Fonds pour risques bancaires généraux

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF.

4.5. Emprunts à terme

BPCE Factor finance une partie de son activité grâce à des emprunts court terme (échéance inférieure à 3 mois) contractés auprès de BPCE SA. Ces emprunts ne font pas l'objet de primes de remboursement.

4.6. Contributions aux mécanismes de résolution bancaire

Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015. Les contributions au titre du fonds de garantie des dépôts et de résolution peuvent être versées sous la forme de certificats d'associés ou d'associations et de dépôts de garantie espèces (garantie de l'engagement irrévocable) et sont inscrites à l'actif du bilan et de cotisations (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) comptabilisées en résultat dans le poste « Impôts et taxes » parmi les autres charges d'exploitation.

La directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et le règlement européen 806/2014 (règlement MRU) ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. En 2016, ce fonds est devenu un Fonds de Résolution Unique (FRU) entre les États membres participant au Mécanisme de Surveillance Unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique). Cette dernière pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de résolution.

Conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions ex-ante aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de Résolution Unique a déterminé les contributions au Fonds de Résolution Unique pour l'année 2025. La cible des fonds à collecter pour le fonds de résolution était atteinte au 31 décembre 2023. Des contributions pourront toutefois être appelées à l'avenir en fonction notamment de l'évolution des dépôts couverts et de l'utilisation éventuelle du fonds.

Les contributions versées au fonds ont été réalisées sous la forme de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan (15 % sous forme de dépôts de garantie espèces jusqu'en 2022 et 22,5% pour la contribution 2023). Ces dépôts sont rémunérés à € ster -20bp depuis le 1^{er} mai 2023.

4.7. Engagements hors bilan

- **Engagements de financement des contrats d'affacturage**

Sur certains contrats d'affacturage, BPCE Factor s'engage de façon irrévocable à financer un montant de factures achetées. Cet engagement est enregistré dans le hors bilan pour le montant non utilisé.

- **Engagements de garantie reçus**

Afin de se prémunir contre des risques de pertes sur les créances commerciales acquises dans le cadre de l'activité d'affacturage, BPCE Factor a mis en place plusieurs contrats de garantie avec des entités du Groupe BPCE.

Selon le type d'agent économique du garant (établissement de crédit ou clientèle), le montant de l'engagement de garantie est enregistré en « engagements de garantie reçus de la clientèle » ou « engagements de garantie reçus d'établissement de crédit et assimilés ».

4.8. Produits et charges d'exploitation

Ils sont constitués des commissions d'affacturage et des commissions de financement.

- **Commissions d'affacturage**

Elles sont perçues en rémunération du service d'affacturage proprement dit et calculées sur le montant TTC des créances subrogées ; elles sont enregistrées au compte de résultat lors de l'acquisition des créances.

- **Commissions de financement**

Elles sont enregistrées au compte de résultat *prorata temporis* et proviennent :

- Du précompte d'intérêt relatif au financement des créances achetées au comptant ;
- Du décompte d'intérêt calculé sur l'encours de créances non recouvrées et pour lequel le financement est échu ;
- Des commissions de signature prélevées sur l'émission de billets à ordre et calculées sur l'échéance moyenne des créances financées.

La part perçue et non échue du précompte d'intérêts est portée au passif du bilan sous la rubrique « comptes de régularisation ».

- **Intérêts et charges assimilées**

Ils sont constitués pour l'essentiel du coût de refinancement de BPCE Factor auprès de BPCE SA.

- **Revenus des titres à revenu variable**

Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent. Ils sont enregistrés en « Revenus des titres à revenu variable ».

- **Frais de personnel**

Ils recouvrent l'ensemble des rémunérations versées au personnel, y compris la participation et l'intéressement, ainsi que les impôts et taxes sur rémunérations.

- **Gestion des positions de change**

Conformément au règlement du Comité de Réglementation Bancaire « ANC 2014-07 Art. 2711-1 à 2731-1 » :

- Les opérations en devises sont enregistrées dans des comptes ouverts et libellés dans chacune des devises utilisées ;
- Lorsqu'une opération est effectuée en devises et en euros (opération de change), le lien entre les deux devises s'effectue grâce à des comptes techniques de position de change et de contre-valeur de position de change ;
- À chaque arrêté comptable, les éléments d'actif, de passif ou de hors bilan en devises sont convertis en euros au cours de change au comptant à la date de clôture (cours de change mensuel de la BCE). Les écarts de change constatés entre les montants résultant de l'évaluation des comptes de position de change et les montants enregistrés dans les comptes de contre-valeur de position de change sont enregistrés en résultat de change. La contrepartie du résultat de change est inscrite dans les comptes de contre-valeur de position de change.

- **Impôt sur les sociétés** : Le taux d'impôt appliqué pour le calcul de la charge exigible de l'exercice est de 25 % pour l'ensemble du résultat fiscal. Ainsi, en tenant compte des taxes additionnelles et des crédits d'impôts, le taux d'imposition ressort à 25,76%.

Les règles du Pilier 2 de l'OCDE visant à la mise en place d'un taux d'imposition mondial minimum des sociétés fixé à 15%, transposées en droit français par la loi de finances pour 2024 sont désormais applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2024. BPCE FACTOR, étant sous le contrôle de BPCE, n'est pas assujéti à cette imposition complémentaire qui sera à la charge de BPCE, au regard des dispositions légales et conventionnelles à date.

5.- Société consolidante.

BPCE SA
7, promenade Germaine Sablon 75013 Paris
Méthode de consolidation : intégration globale

6. – Evénements postérieurs à la clôture.

Postérieurement à la date de clôture, le contexte géopolitique au Proche et Moyen-Orient a été marqué par une intensification des tensions, susceptible de générer une volatilité accrue sur les marchés de l'énergie et financiers.

Sur base des dernières informations disponibles à fin février 2026, BPCE Factor a une exposition très limitée sur cette zone, considérée comme non significative.

7.- Informations relatives aux implantations à l'étranger.

L'article L. 511-45-I du Code Monétaire et Financier et l'arrêté du ministre de l'Économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe de leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les États ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Les informations relatives aux implantations par pays en application de l'ordonnance n° 2014-158 du 20 février 2014 modifiant l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier figurent dans le document de référence du groupe BPCE.

BPCE Factor dispose depuis le 12 juillet 2016 d'une implantation à l'étranger via sa filiale Midt Factoring au Danemark (cf. Note 21).

8. – Notes sur les postes de bilan, hors-bilan et résultat.

8.1. Notes sur le bilan et hors-bilan (en milliers d'euros) :

Note 1 Affacturage :

	Encours net au 31/12/24	Encours brut au 31/12/24	Créances douteuses	Provisions	Encours net au 31/12/25
Créances acquises	7 971 002	7 417 516	222 831	-59 940	7 580 406
Valeurs non imputées	9	77			77
Total affacturage	7 971 010	7 417 594	222 831	-59 940	7 580 484

	Dépréciations 31/12/24	Dotations	Reprises	Dépréciations 31/12/25
Dépréciations des créances douteuses	62 461	9 381	-11 902	59 940

Note 2 Immobilisations :

Valeurs brutes et nettes	31/12/24 (Valeurs brutes)	Augmentation	Diminution	31/12/25 (Valeurs brutes)	Amort. / dépréc.	31/12/25 (Valeurs nettes)
Immobilisations financières	22 120		3	22 117		22 117
Parts dans les entreprises liées	22 120		3	22 117		22 117
Immobilisations incorporelles	106 080	5 507	3 320	108 268	-94 791	13 477
Immobilisations en cours	1 807	2 188	3 320	675		675
Fonds commercial	3 500			3 500		3 500
Logiciels de gestion affacturage	98 703	3 320		102 023	-92 721	9 302
Autres logiciels acquis	2 070			2 070	-2 070	
Immobilisations corporelles	1 118			1 118	-1 116	2
Installations générales et agencements	317			317	-314	3
Matériel de bureau, informatique, mobilier	801			801	-802	-1
Total actif immobilisé	129 318	5 507	3 323	131 503	-95 907	35 596

Amortissements et dépréciations	31/12/24	Augmentations	Diminutions	31/12/25
Immobilisations financières				
Parts dans les entreprises liées				
Immobilisations incorporelles	91 306	4 749	1 264	94 791
Logiciels de gestion affacturage	89 236	4 749	1 264	92 721
Logiciels acquis	2 070			2 070
Immobilisations corporelles	1 115	1		1 116
Installation générales et agencements	314			314
Matériel de bureau, informatique, mobilier	801	1		802
Total des amortissements	92 421	4 750	1 264	95 907

Note 3 Autres actifs :

	31/12/24	31/12/25
Dépôts de garantie versés		
Autres débiteurs divers	4 634	5 056
Total autres actifs	4 634	5 056

Note 4 Comptes de régularisation actifs :

	31/12/24	31/12/25
Produits à recevoir	1 123	1 311
Charges payées d'avance	1 341	1 253
Autres comptes de régularisation	1 340	1 750
Total comptes de régularisation actif	3 803	4 313

Note 5 Dettes représentées par des titres :

	31/12/24	31/12/25
Titres du marché interbancaire et de créances négociables	9 798	9 842
Autres dettes représentées par un titre	177 874	127 065
Total dettes représentées par des titres	187 672	136 907

Les primes de remboursement ou d'émission restant à amortir s'élèvent à 0 €.

Le solde non amorti correspond à la différence entre le montant initialement reçu et le prix de remboursement des dettes représentées par un titre.

Note 6 Autres passifs :

	31/12/24	31/12/25
Autres créditeurs divers		3
Autres dépôts garantis reçus	5 700	3 940
Autres dettes (fiscales, sociales, fournisseurs, etc.)	14 814	12 935
Total autres passifs	20 514	16 879

Note 7 Comptes de régularisation passifs :

	31/12/24	31/12/25
Comptes d'encaissement	128	
Charges à payer	35 955	31 670
Produits perçus d'avance	11 050	8 706
Comptes de régularisation divers	4 564	4 691
Total comptes de régularisation passif	51 697	45 066

Note 8 Provisions pour risques et charges :

	31/12/24	Dotations	Reprises	Ecart de change	31/12/25
Provision pour risques liés à l'affacturage	2 105	342	-367	0	2 079
Provision pour charges générales d'exploitation	12 489	713	-1 510		11 692
Total provisions pour risques et charges	14 594	1 054	-1 877	0	13 770

Note 9 Capitaux propres

	31/12/24	Affectation du résultat 2024	Distribution de dividendes	Résultat 2025	31/12/25
Capital	19 916				19 916
Primes	116 585				116 585
Réserve légale	1 992				1 992
Autres réserves	65 000				65 000
Report à nouveau	23	78 007	-78 019		11
Résultat	78 007	-78 007		62 053	62 053
Total capitaux propres	281 522		-78 019	62 053	265 556

Le capital est composé de 2 489 450 actions à 8€ par action détenu à 100% par BPCE SA.

Note 10 Hors-Bilan - Contrats d'échange de taux d'intérêt :

Encours hors-bilan (notionnels)	31/12/24	31/12/25
Macro-couverture	250 000 000	250 000 000
Engagements sur marchés de gré à gré selon la durée résiduelle		
0 à 1 an	50 000 000	
1 à 5 ans	200 000 000	250 000 000
> 5 ans		

8.2. Notes sur le compte de résultat (En milliers d'Euros)**Note 11 Commissions(produits) :**

	31/12/24	31/12/25
Commissions de financement	290 220	193 402
Commissions d'affacturage et assimilées	91 033	90 871
Commissions de signature	872	656
Rétrocessions d'assurance-crédit	29	18
Participation bénéficiaire assurance export	192	282
Total	382 347	285 230

Note 12 Commissions(charges) :

	31/12/24	31/12/25
Commission de financement et assimilés	-1 099	-1 060
Commissions d'affacturage et assimilées	-957	-866
Engagement de hors bilan Commissions de garantie	-6 842	-7 107
Total	-8 898	-9 034

Note 13 Autres Produits d'exploitation bancaire :

	31/12/24	31/12/25
Autres produits accessoires	116	98
Total	116	98

Note 14 Autres charges d'exploitation bancaire :

	31/12/24	31/12/25
Produits rétrocédés	-11 909	-11 791
Autres charges d'exploitation bancaire	-685	-817
Total	-12 594	-12 608

Note 15 Frais de personnel :

	31/12/24	31/12/25
Salaires et traitements	-30 915	-30 251
Charges sociales - Impôts & taxes	-15 314	-16 111
Participation des salariés	-3 691	-3 067
Intéressement	-2 526	-3 358
Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi		
Total	-52 445	-52 787

Note 16 Coût du risque :

	31/12/24	31/12/25
Dotations aux provisions sur créances douteuses	-12 900	-9 381
Pertes sur créances irrécupérables	-2 672	-4 373
Reprises de provisions sur créances douteuses	10 288	12 267
Récupérations sur créances amorties	290	436
Reprise de récupération amortie à recevoir		
Dotations de provision pour risques et charges	-631	-329
Reprises de provision pour risques et charges		
Frais recouvrement	-669	-513
Total	-6 294	-1 893

Note 17 Impôt sur les bénéfices :

	31/12/24	31/12/25
Impôts sur les bénéfices de l'exercice	-25 804	-18 983
Dotations aux provisions pour impôts		
Reprises aux provisions pour impôts		
Total	-25 804	-18 983

8.3 Autres informations (En milliers d'Euros)**Note 18 Etat des créances et des dettes selon la durée restant à courir :**

	Total au 31/12/2025	< 3 mois	> 3 mois	> 1 an	> 5 ans
Créances envers les établissements de crédit	767 046	767 046			
Créances sur la clientèle	196 652	196 652			
Affacturage (hors créances douteuses)	7 417 516	7 369 706	47 806	4	0
Total des créances	8 381 214	8 333 404	47 806	4	0
Dettes envers les établissements de crédit	4 769 808	4 769 808			
Comptes créditeurs de la clientèle	3 325 915	3 325 915			
Dettes représentées par des titres	136 907	127 065	9 842		
Total des dettes	8 232 630	8 222 789	9 842		

Note 19 Effectif fin d'année :

	2021	2022	2023	2024	2025
Techniciens de la banque	208	217	202	194	183
Cadres	285	281	286	290	290
Total	493	498	488	484	473

Note 20 Montant des rémunérations allouées à l'ensemble des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance à raison de leurs fonctions :

	Au titre de 2024	Au titre de 2025
Jetons de présence	17	9
Total	17	9

Note 21 Filiales et Participations :

Participation	Capital Social	Autres capitaux propres	Résultat de l'exercice	% détenu
Midt Factoring (en milliers de DKK et Danish Gaap)	40 000	57 898	32 409	100,00%

Participation	Valeur comptable des titres détenus par BPCE Factor	
	Brute	Nette
Midt Factoring (En milliers d'Euros)	22 000	22 000

Note 22 Entreprises liées :

Extrait Actif	31/12/2025	Entreprises liées			Autres
		Elément Subordonné	NATIXIS (consolidé)	BPCE (consolidé)	
Créances sur les établissements de crédit :					
A vue	741 164	Non	657 486	75 408	8 270
A terme	25 882	Non		25 882	
Créances sur la clientèle :					
Autres concours à la clientèle		Non			
Comptes ordinaires débiteurs	196 652	Non			196 652
Affacturation	7 580 484	Non			7 580 484

Extrait Passif	31/12/2025	Elément Subordonné	Entreprises liées		Autres
			NATIXIS (consolidé)	BPCE (consolidé)	
Dettes envers les établissements de crédit :					
A vue	401 006	Non	13 906		387 100
A terme	4 368 802	Non		4 368 802	
Comptes créditeurs de la clientèle :					
A vue	2 201 556	Non			2 201 556
A terme	1 124 360	Non			1 124 360
Dettes représentées par un titre :	136 907	Non	9 798		127 109

Extrait hors bilan	31/12/2025	Elément Subordonné	Entreprises liées		Autres
			NATIXIS (consolidé)	BPCE (consolidé)	
Engagements de Financement					
Engagements de Financement reçus d'Etablissements de Crédits		Non			
Engagements de Financement donnés en faveur de la Clientèle	3 416 863	Non			3 416 863
Engagements de garantie					
Engagements de garantie donnés		Non			
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	110 000	Non		110 000	
Engagements de garantie reçus de la clientèle	2 467 617	Non		2 088 474	379 143
Autres Engagements					
Autres Engagements donnés	250 000		250 000		

Résultats financiers au cours des 5 derniers exercices.

(art. 133, 135 et 148 du décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales)

	2021	2022	2023	2024	2025
Situation financière en fin d'exercice					
Capital social (en milliers d'euros)	19 916	19 916	19 916	19 916	19 916
Nombre d'actions émises	2 489 450	2 489 450	2 489 450	2 489 450	2 489 450
Résultat global des opérations effectives (en milliers d'euros)					
Chiffre d'affaires hors taxes	160 398	194 290	379 807	388 027	294 613
Bénéfice avant impôts, participation des salariés	40 181	35 955	122 468	119 843	88 318
et dotations aux amortissements, dépréciations et provisions					
Impôt sur les bénéfices	12 464	13 892	22 302	25 804	18 983
Bénéfice après impôts, participation des salariés	30 142	33 082	63 343	78 007	62 053
et dotations aux amortissements dépréciations et provisions					
Dividendes versés	30 147	33 110	63 357	78 019	62 037
Résultat des opérations réduit à une action (en euros)					
Bénéfice après impôts mais avant	10,29	7,91	38,96	36,29	26,62
Dotations aux amortissements dépréciations et provisions					
Bénéfice après impôts, dotations aux amortissements et provisions	12,11	13,29	25,44	31,34	24,93
Dividendes versés	12,11	13,30	25,45	31,34	24,92
Personnel					
Effectif des salariés employés pendant l'exercice	494	498	488	484	473
Montant de la masse salariale (en milliers d'euros)	24 530	25 129	26 116	25 901	26 770
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux : (sécurité sociale, oeuvres sociales, etc...) (en milliers d'euros)	14 392	15 186	16 001	15 689	15 942

IV. — Assemblée générale Ordinaire du 21 mai 2026.**Procès-verbal.**

L'an deux mille vingt-six, le vingt-et-un mai à 10 heures 30, les actionnaires de la société BPCE Factor, société anonyme au capital de 19 915 600 €, se sont réunis en assemblée générale ordinaire au siège social sur convocation du conseil d'administration et suivant lettres adressées le 6 mai 2026.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émarginée par chaque membre de l'assemblée en entrant en séance, tant en son nom personnel que comme mandataire.

M. Fabrice Gourgeonnet préside la séance en sa qualité de président du conseil d'administration.

BPCE représenté par M. Nicolas Namias et GCE Participations représenté par Mme Céline Haye Kioussis, les deux actionnaires présents et acceptant, sont appelés comme scrutateurs.

Le cabinet Deloitte & Associés et le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit, commissaires aux comptes titulaires, régulièrement convoqués en date du 6 mai 2026, sont absents et excusés.

M. Saber Kehlaoui est désigné comme secrétaire.

Les représentants du comité social et économique, régulièrement convoqués, sont absents.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les actionnaires présents, représentés, ou ayant voté par correspondance, possèdent 2 489 450 actions sur les 2 489 450 actions ayant le droit de vote.

En conséquence, l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'assemblée :

- les statuts de la société
- les copies des lettres de convocation adressées aux actionnaires,
- les copies des lettres de convocation des commissaires aux comptes,
- la feuille de présence,
- les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025,
- le rapport de gestion établi par le conseil d'administration,
- le rapport du conseil d'administration sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice 2025 aux personnes mentionnées à l'article L.511-71 du Code monétaire et financier,
- les rapports des commissaires aux comptes,
- le texte du projet des résolutions proposées à l'assemblée.

Le président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux actionnaires ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Rapport de gestion de l'exercice 2025 établi par le conseil d'administration
2. Rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025
3. Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025
4. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025
5. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 et suivants du code de commerce
6. Consultation des actionnaires sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice 2025 aux personnes mentionnées à l'article L.511-71 du Code monétaire et financier
7. Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

Le président ouvre la discussion, après que les actionnaires ont pris connaissance du rapport de gestion établi par le conseil d'administration, du rapport du conseil d'administration sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice 2025 aux personnes mentionnées à l'article L.511-71 du Code monétaire et financier, ainsi que des rapports des commissaires aux comptes.

Personne ne demandant plus la parole, le président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

Première résolution (Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du conseil d'administration et du rapport général des commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2025, approuve les comptes sociaux de l'exercice 2025, tels qu'ils lui sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports, faisant apparaître un bénéfice de 62 053 463,03 €.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Deuxième résolution (Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, suivant la proposition du conseil d'administration, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice 2025, d'un montant de 62 053 463,03 €, de la manière suivante :

- Bénéfice de l'exercice	62 053 463,03 €
- Augmenté du report à nouveau antérieur	10 725,23 €
- Pour former un bénéfice distribuable de	62 064 188,26 €

Réparti comme suit :

– A titre de dividendes aux actionnaires	62 037 094,00 €
Soit 24,92 € par action	

Le solde en totalité au compte « report à nouveau » : 27 094,26 €

L'assemblée générale constate que le dividende net par action est de : 24,92 €.

Le paiement des dividendes sera effectué à compter de la présente assemblée.

L'assemblée générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercices	(*) Dividende net par action
2022	13,30 €
2023	25,45 €
2024	31,34 €

(*) les dividendes sont éligibles à l'abattement prévu en application des dispositions de l'article 158-3.2° du CGI

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Troisième résolution (Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du code de commerce et approbation desdites conventions.) — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 du code de commerce, et statuant sur ce rapport, en approuve les conclusions.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Quatrième résolution (Consultation des actionnaires sur l'enveloppe globale des rémunérations toutes natures versées durant l'exercice 2025 aux personnes mentionnées à l'article L.511-71 du Code Monétaire et financier.) — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, consultée en application de l'article L 511-73 du Code monétaire et financier, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, émet un avis favorable sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice clos le 31 décembre 2025 aux catégories de personnel visées à l'article L. 511-71 du Code monétaire et financier, s'élevant à 3 228 317 euros.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Cinquième résolution (Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.) — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs à la société LEXTENSO - Petites Affiches, La Grande Arche – Paroi nord - 1, Parvis de la Défense – 92044 Paris La Défense (RCS Nanterre 552 119 455), à l'effet d'accomplir toute formalité de publicité ou de dépôt partout où besoin sera et notamment pour effectuer toutes modifications ou inscriptions au Registre du commerce et des Sociétés et signer toute formule à cet effet, en ce y compris par voie dématérialisée avec signature électronique.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels (Exercice clos le 31 décembre 2025)

À l'assemblée générale
BPCE FACTOR
7 promenade Germaine Sablon
75013 Paris

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BPCE FACTOR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3 « Changement de méthode » de l'annexe aux comptes annuelles qui expose les incidences liées au changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2023 03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n°2014 07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Justification des appréciations

Points clés de l'audit :

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque identifié et principaux jugements	Note approche d'audit
<p>Le chiffre d'affaires de BPCE Factor est principalement constitué des commissions d'affacturage et des commissions de financement. L'exhaustivité et l'exactitude de ces commissions reposent en particulier sur le bon fonctionnement de certains contrôles informatiques.</p> <p>Au regard de la matérialité du poste dans les états financiers et de la volumétrie des saisies à l'origine de la comptabilisation des commissions, nous avons considéré que la reconnaissance des revenus attachés à ces commissions constituait une zone de risque particulière et un point clé de notre audit.</p> <p>Les commissions d'affacturage et les commissions de financement se sont élevées respectivement à 91 M€ et à 193 M€ au 31 décembre 2025.</p> <p>Se référer aux paragraphes 4.8 et 8.2-note 11 de l'annexe aux comptes pour plus de détails.</p>	<p>Nous avons examiné l'environnement de contrôle interne et testé les contrôles clés notamment ceux relatifs à la validation des données contractuelles dans le cadre du processus d'octroi et des paramètres de calcul des commissions enregistrés dans les systèmes d'information.</p> <p>Nous avons par ailleurs testé avec l'aide de nos spécialistes en système d'information les contrôles généraux informatiques et les contrôles automatiques que nous avons jugé pertinents pour notre approche d'audit.</p> <p>En particulier, nous avons apprécié la fiabilité des contrôles permettant de restreindre les accès au système de gestion des commissions aux seules personnes habilitées.</p> <p>Nous avons également pris connaissance et examiné les contrôles suivants mis en œuvre par la direction de la société pour fiabiliser l'enregistrement des commissions, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none">– La saisie des taux contractuels de commissions dans l'outil Magellan au moment de la mise en place du contrat.– La révision annuelle des taux et des montants de commissions. <p>En outre, nous avons conduit un examen analytique de validation sur ces commissions en complément de nos travaux de fiabilisation des traitements automatisés de gestion sous MAGELLAN.</p> <p>Enfin, nous avons également vérifié les informations détaillées dans l'annexe au titre des commissions de financement et d'affacturage.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :
Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BPCE FACTOR par l'assemblée générale du 25 mai 2015 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 29 décembre 2006 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2025, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 11ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 19ème année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce.

Nous remettons au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 5 mai 2026
Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers :
Antoine PRIOLLAUD

Deloitte & Associés :
Stéphane PINTO

VI. — Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées
(Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025)

A l'assemblée générale de la société BPCE FACTOR

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-38 du code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

En application de l'article R.225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Avec Natixis Immo Exploitation : Convention de facturation relative au Schéma Directeur Immobilier

Nature et objet : Le conseil d'administration a autorisé le 3 décembre 2021 la conclusion de l'acte d'adhésion à la convention de refacturation relative au Schéma Directeur Immobilier. BPCE Factor a adhéré le 23 décembre 2021 à cette convention de facturation signée le 20 décembre 2021 par BPCE, Natixis et Natixis Immo Exploitation.

Modalités : Au titre de cette convention, aucun coût de transformation n'a été comptabilisé au titre de l'exercice 2025.

Personne concernée : Natixis, représenté par Damien Cléris.

Impact sur l'exercice 2025 : 0 €

En application de la loi, nous vous signalons que le conseil d'administration n'a pas procédé à l'examen annuel des conventions conclues et autorisées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution a été poursuivie au cours du dernier exercice, prévu par l'article L.225-40-1 du code de commerce.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 5 mai 2026

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers :
Antoine PRIOLLAUD

Deloitte & Associés :
Stéphane PINTO

VII. — Rapport de Gestion.

Le rapport annuel de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de notre établissement situé 7, promenade Germaine Sablon 75013 Paris.